

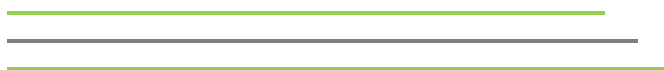


De la crise des prix à la crise de confiance dans notre agriculture, les agriculteurs au cœur d'une guerre économique ?

L'analyse et les stratégies proposées par Momagri

Débat SYRPA

14 septembre 2016



-
-
- Constat **d'une Europe à contre-courant**
 - De **nombreuses causes** : crise de la construction européenne (retour budgétaire), pression des intérêts économiques opposés à un renforcement de la PAC, complexité des problèmes, procrastination et bureaucratie, etc.
 - La guerre économique est également **une bataille de l'influence** où les protagonistes cherchent à imposer leurs visions, leurs concepts, leur vocabulaire pour forger une représentation de la réalité et bloquer les alternatives.
 - Un « **paradigme** » à **déconstruire** par la compréhension
 - de sa formation, de ses évolutions et de sa résistance à la remise en cause (il n'y a plus guère qu'en Europe qu'on lui accorde une crédibilité?).
 - du rôle des institutions (OCDE) et des réseaux d'experts associés.
 - des bases scientifiques sur lesquelles il repose, et la caution scientifique sur laquelle il forge en partie son autorité.



Analyse des liens entre « paradigme anti-interventionniste en agriculture » et sciences économiques au travers de 5 mots-clés : modèle, découplage, bien public, résilience et régulation

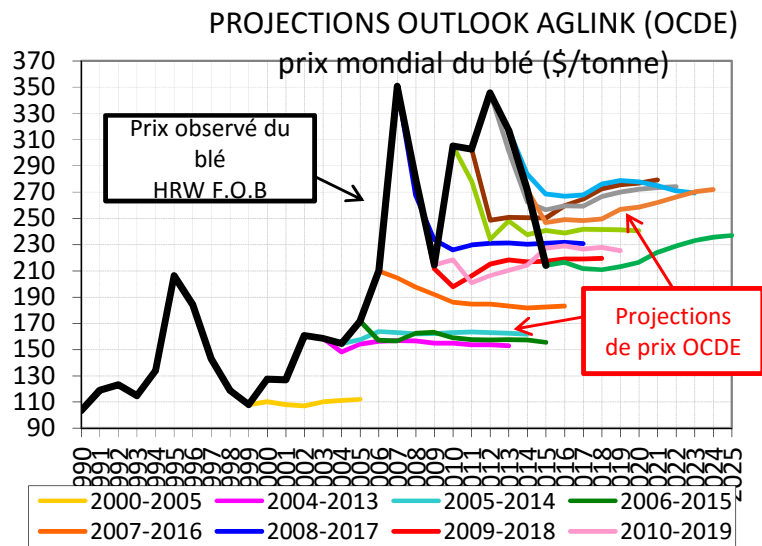
Ce que le « paradigme » sélectionne, priorise ou passe sous silence dans les acquis théoriques de la science économique pour se conforter et éviter une remise en cause.

➔ Permettre de comprendre ce qui émane de la science économique de ce qui relève des opinions personnelles et des orientations politiques

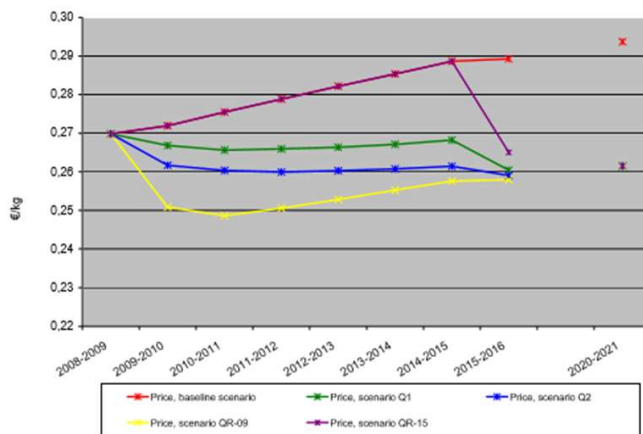
➔ Resituer l'action et les propositions de Momagri



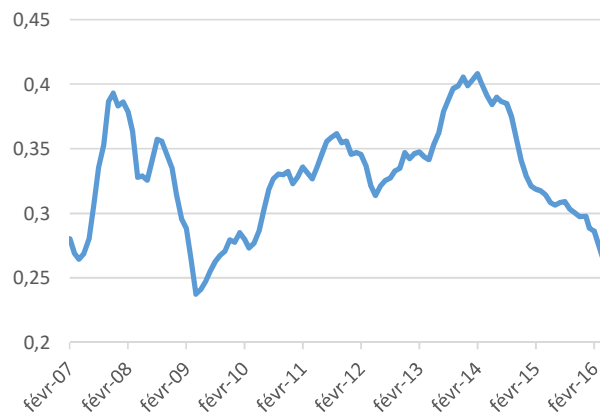
1) Modèle



Graph 30 : Change in EU27 milk price. Comparison between all scenarios.



prix du lait, moyenne UE en €/litre



- **Les modèles d'équilibre (général ou partiel)** se sont développés à partir de la fin des années 1980.
- Utilisés pour faire des **prévisions de marché** ou pour **évaluer les réformes** de politique agricole
- **Leur principale limite** : représente l'économie comme un ensemble de marchés en équilibre, pas de sources d'instabilité (pas coûts fixes, anticipations parfaites, pas d'aléas climatiques, pas de stocks) donc pas de crises
- **La suppression de politiques agricoles est toujours positive** car on supprime des « **distorsions** » qui empêchent les marchés de revenir à l'équilibre !

Leurs forces :

- Donner des chiffres (jamais vérifiés ex post!), simples à reprendre et rassurants (les variations prévues sont toujours très faibles)
- « faire science », crédibilité scientifique
- Propose une vision déterministe, agir c'est vouloir changer l'avenir, pourquoi agir vu que l'on connaît déjà le futur ?

2) Découplage

- Le maître mot des réformes de la PAC : découpler le soutien au revenu de la production
- But : réduire les **distorsions** sur les marchés créées par les mesures d'aides au revenu, et permettre aux marchés de retrouver leur équilibre
- Vision héritée de la théorie néoclassique de l'équilibre général mais qui passe sous silence les **défaillances de marché** (qui empêche le marché d'être à l'équilibre) et les **sources d'instabilité des marchés agricoles**
- Début des années 1990, remise en cause et abandon de la **théorie du « Farm Problem » dominante des années 1930 aux années 1980.**
- Le scénario du Bonds Scheme = découpler le soutien pour permettre le retour à l'équilibre avant de supprimer les aides (bonds scheme = conversion des DPU/DPB en bon du trésor à durée finie)
- **Le découplage s'inscrit dans un cadre de pensée qui nie la volatilité structurelle des marchés agricoles**
- Il réduit la justification de l'intervention publique en agriculture à un accompagnement social – acheter la paix sociale
- Effet pervers des aides découplées (effet image, captées par l'aval)
- **La PAC est la seule à continuer à bâtir sa politique sur le découplage.**



3) Bien public

- « Public money for public good » le slogan du verdissement de la PAC
- Se base sur « l'économie publique » une branche de la théorie néo-classique qui justifie l'intervention publique pour corriger des **défaillances** de marché ou en réduire les effets.
- Les défaillances correspondent aux cas de non respect des hypothèses de l'équilibre général : atomicité (aucun acteur n'a de pouvoir de marché), pas d'asymétrie d'information (tout le monde s'est tout), pas d'économie d'échelle, complétude des marchés du risque (tout est assurable), centralisation des échanges, pas d'externalités (effet d'une transaction entre A et B sur C) et pas de bien public
- **En agriculture, de nombreuses défaillances de marché !**
- **Pourtant, le « paradigme » est bien plus restrictif que la théorie sur laquelle il s'appuie :** il réduit la justification de l'intervention publique à la seule « **internalisation des externalités** » et **à la production de bien public**, c-a-d (taxation des pollutions et paiements pour les services environnementaux)
- Réduction de la PAC à des objectifs environnementaux : à contre-courant et contre-productif.
- C'est en sécurisant l'agriculteur et en reconnaissant les efforts réalisés que l'on construit les conditions d'une amélioration des pratiques.



4) Résilience

- Le **nouveau concept à la mode** « Rendre plus résilientes les exploitations agricoles ».
- Pas de définition économique, mot-valise qui revient à dire : « ne jouer pas sur l'environnement économique des exploitations, donner leur les moyens de se protéger contre les aléas ».
- Implications en termes de politique publiques : « **ne pas agir sur les causes des crises** pour les éviter ou les solutionner, **mais limiter les conséquences négatives des crises** en ayant recours aux outils de gestion de risque».
- Correspond aux recommandations du Commodity Risk Management Group de la Banque Mondiale dans '90 (abandonnées depuis par la Banque Mondiale Cf. Franck Galtier, CIRAD).
- **Limites de l'approche** : retour à l'équilibre peut être très long, tous les outils de gestion de risque souhaités n'existent pas (limites à l'assurabilité, absence de marchés à terme pour de nombreux produits), très couteux pour les finances publiques et effets négatifs de l'instabilité des prix agricoles et alimentaires pour l'ensemble de l'économie.
- **Le 'tout assurance' n'est pas possible.**
- **Chercher la complémentarité entre les solutions assurantielles pour les risques maitrisables et une intervention publique en cas de crise pour corriger les défaillances et rééquilibrer les marchés.**



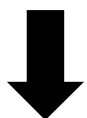
5) Régulation

- Ne pas opposer marché et régulation : les marchés sont un mode de régulation et les marchés ont besoin de régulations pour mieux fonctionner
- Quand la variabilité des prix va au-delà de l'ajustement de l'offre et la demande => instabilité structurelle des marchés agricoles, nuisibles pour les secteurs agricole et agro-alimentaire et l'ensemble de l'économie => réclame une intervention publique
- S'inspirer des autres pays et des autres secteurs (électricité, finances, régulateur sectoriel, etc..) pour concevoir de nouveaux types de régulation (flexibilisation des politiques de biocarburants, mutualisation du stockage de riz, etc.).
- Reconnaître la **responsabilité des grands pays producteurs** dans la stabilisation des échanges internationaux : Brésil&Sucre, Chine&Riz, USA&Maïs, UE&Lait, ...
- L'histoire a montré que c'est le rôle de régulateur des USA des années 1930 aux années 1980 qui a permis de développer les échanges. Régulation => stabilité => ouverture commerciale
- Pour le « paradigme », c'est Dérégulation => ouverture commerciale => stabilité
- **Dépasser l'erreur de l'Europe (et de la France) des années 1980 qui a conduit les USA à abandonner ce rôle de « régulateur en dernier sort » pour sortir de la culpabilisation du pêché originel ?**
- Une nouvelle gouvernance mondiale des politiques agricoles est nécessaire pour mettre en place une véritable coopération (au-delà de la discipline OMC), à défaut un repli des échanges et de l'ouverture commerciale face à des marchés internationaux trop instables?



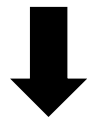
L'action et les propositions de Momagri

1) Modèle



Modèle Momagri
représente la
volatilité des prix
(module risque)

2) Découplage



Proposition PAC-
MOMAGRI : aides
contracycliques
pour redonner une
légitimité
économique et
agricole à la PAC

3) Bien public



Verdissement
inefficace :
reconnaitre les efforts
déjà consentis et
sécuriser les
agriculteurs pour
favoriser une
meilleure prise en
compte de
l'environnement

4) Résilience



Prévenir et guérir
Combiner
solutions
assurantielles
pour les risques
maitrisables et
intervention
publique pour les
crises

5) Régulation



Construire les bases
d'une nouvelle
gouvernance
mondiale
Coordination des
politiques agricoles



Merci de votre attention !

Retrouvez nos propositions et nos publications sur :

www.momagri.org



Prix US Golfe du blé vs. Simulation mai 2016 (\$/t)

